

Lutte de classe

Précisions sur le texte

« Schivardi le candidat de l'appareil du PT »

Je réponds ici à un courriel aimable que m'a adressé hier un autre camarade du CCI-PT qui ne partage pas mes positions.

Etant donné que Schivardi n'est pas le candidat du PT, ni celui des militants du PT puisqu'il les a fait disparaître l'un et l'autre d'un coup de baguette magique, qu'il n'est pas non plus le candidat du prolétariat, puisque qu'il ne le dit pas et que ses revendications essentielles ne sont pas reprises par Schivardi, alors de qui peut-il être le candidat, de lui-même et d'une poignée d'élus ? C'est insuffisant pour faire un candidat. Alors qui le porte, qui le pousse en avant si ce n'est l'appareil du PT ? Je suis désolé, mais il existe bien une réponse à cette question, et en tant qu'électeur potentiel, il est légitime que je me la pose.

On va nous répondre les maires. Quels maires les 260 ou 270 qui soi-disant soutiennent la candidature de Schivardi et qui n'ont même pas fait le déplacement à Paris le 18 novembre dernier, alors qu'ils savaient que la manifestation serait suivie d'une réunion des maires présents pour décider de présenter un candidat, comme si cela ne les intéressait pas autant qu'on a voulu nous le faire croire ? La trentaine ou la quarantaine de maires de petites communes de quelques centaines d'habitants qui étaient présents à Paris le 18 novembre 2006 ? Que représentent-ils exactement ? Les voix de 10 à 20 000 électeurs toutes classes confondues qui les ont élus ? Et cela constituerait une garantie suffisante pour affirmer qu'ils seraient porteurs ou représenteraient les intérêts du prolétariat ? Mais alors si tel était vraiment le cas, plus besoin de construire un parti, plus besoin de militants non plus, puisque finalement des maires peuvent incarner à eux seuls les intérêts fondamentaux du prolétariat, non ? Je ne sais pas, je m'interroge. A moins qu'il ne s'agisse d'autre chose, dans ce cas là il faudrait nous le dire. En ce qui me concerne, je ne peux concevoir un instant que des maires encartés ou non au PS, MRC ou PCF puissent représenter de près comme de loin mes intérêts et mes aspirations, sans parler de mon programme qu'ils condamneraient.

J'ai lu que Mélenchon qui est toujours au bureau politique du PS, allait sans doute être exclu du PS s'il persistait à soutenir le collectif antilibéral. Mais comme l'avenir de ce collectif semble compromis, ce qui n'est pas pour nous déplaire, il se pourrait que la bulle Mélenchon se dégonfle comme par le passé, celle d'Emmanueli, de Montebourg, etc. On pourrait aussi faire un parallèle avec Buffet qui soutien le collectif antilibéral d'un côté, tout en s'appêtant à appeler à voter Royal au second tour de l'autre. L'opération de la direction du PCF consistait en fait à se redonner une base électorale plus solide pour négocier ensuite son ralliement au PS, comme l'a fait à sa manière Chevènement, en prétendant soutenir des positions opposées à celle du PS, pour finalement adopter celles du PS.

Mais les maires et les conseillers municipaux encartés PS, MRC ou PCF qui font partie du *comité pour la reconquête de la démocratie*, dont Schivardi est l'un des initiateurs et des animateurs, quel est réellement leurs programmes, quel candidat vont-ils soutenir en 2007 ? Le candidat désigné ou que soutien leur parti ou pour le candidat Schivardi ? Là encore, je voudrais qu'on réponde à cette question. Ils ont été élus en tant que représentant d'un parti que tout oppose à la candidature de Schivardi, notamment sur la question de la rupture avec l'Union européenne, sinon sa candidature n'aurait aucune raison d'exister. Vous avouerez sérieusement qu'on ne peut pas cautionner ce genre de manœuvres, désolé.

Ce camarade m'a fait remarqué que nous avons soutenu Mitterrand en 1981, alors qu'il n'avait jamais fait mention du soutien que lui apportait l'OCI. Ne confondons pas tout. Mitterrand était soutenu officiellement par trois partis : le PS, le PCF et le MRG. Ces trois partis avaient signé un programme commun de gouvernement. A ma connaissance, l'OCI ne l'avait pas signé et ne s'engageait pas à participer au gouvernement en cas de victoire de Mitterrand. Donc Mitterrand n'avait aucune raison de citer l'OCI. A ma connaissance, Mitterrand n'avait pas besoin du soutien de l'OCI ni pour exister ni

pour mener sa campagne, bien que nous ayons collé une partie de ses affiches, ni pour l'emporter le 10 mai 81, il faut ramener les choses à leur juste proportion, me semble-t-il.

Schivardi est soutenu officiellement par le PT, sans le PT il n'existerait pas. Mitterrand pouvait s'appuyer sur l'appareil et les militants de trois partis pour sa campagne électorale. Si demain vous enlevez les militants du PT à Schivardi, c'est bien simple : il n'existe plus, il sera obligé de retirer sa candidature. Encore une fois, faisons la part des choses.

Quant à dire que Stéphane Just fut l'un des dirigeants responsables des positions adoptées par l'OCI par rapport à Mitterrand, c'est faux, puisqu'il combattait pour que l'OCI présente un candidat au premier tour sur son propre programme, alors que la direction de l'OCI y était farouchement opposée.

On ne peut comparer que ce qui est comparable : Mitterrand était en position de l'emporter en 1981, Schivardi est en position d'emporter rien du tout en 2007 !

Après on peut toujours partager quelques revendications mise en avant par Schivardi, certes, comme c'est le cas avec d'autres candidats, mais ce que les militants du PT n'ont toujours pas compris, c'est que le mot d'ordre central de rupture avec Maastricht, c'est comme vouloir conquérir la lune avant de savoir voler : commençons par faire chuter le gouvernement en place, par démolir l'appareil de l'Etat bourgeois et la rupture avec Maastricht sera consommée !

D'ailleurs à ce propos, comment prétendre rompre demain avec Maastricht, lorsque l'on n'est même pas capable de rompre avec un gouvernement minoritaire et illégitime ? Je voudrais qu'on me l'explique.

Pour finir avec Schivardi. Le plus insensé dans cette histoire, c'est que tout le monde sait très bien qu'il est soutenu par le PT, puisque la totalité des médias se font un malin plaisir de le répéter, alors pourquoi le nier, pourquoi mentir, camarades, ne comprenez-vous pas que c'est encore le meilleur moyen pour discréditer sa candidature et le PT par la même occasion ? C'est tellement évident pourtant. Vous voyez, ma critique est positive, j'apporte de l'eau à votre moulin.

Ce camarade terminait ainsi son courriel « *tu seras plus utile en nos rangs qu'avec les « zozos » qui s'expriment sur ton site.* » Hélas, mille fois hélas pour moi et de nombreux camarades ! Nous ne pouvons pas rejoindre un parti dans lequel nous ne pourrions pas nous exprimer librement comme tu le sais très bien. Le PT ne correspond pas au parti que nous voulons construire, par contre l'OCI ou le PCI s'en rapprochaient davantage, avec le respect du centralisme démocratique par ses dirigeants en plus, nous n'en serions pas là aujourd'hui, encore hélas !